

COULON, Jocelyn (dir.), *Guide du maintien de la paix 2006*, Montréal, QC, Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité/Athéna éditions, 2005, 296 p.

André Dumoulin

Volume 38, numéro 1, mars 2007

Philosophie et relations internationales. Regards contemporains

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/015715ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/015715ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dumoulin, A. (2007). Compte rendu de [COULON, Jocelyn (dir.), *Guide du maintien de la paix 2006*, Montréal, QC, Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité/Athéna éditions, 2005, 296 p.] *Études internationales*, 38(1), 135–137. <https://doi.org/10.7202/015715ar>

taît à s'engager dans les conflits de l'ex-Yougoslavie. Comme l'explique bien Hendrickson, l'influence de Wörner a probablement été décuplée par le fait qu'il était très malade durant les derniers mois de son mandat et qu'il continuait malgré tout à veiller aux destinées de l'OTAN, affichant de l'avis de plusieurs diplomates qui le côtoyaient à ce moment-là un courage et une détermination inébranlables. Quant aux relations avec le SACEUR, celles-ci sont généralement déterminantes pour asseoir l'autorité du secrétaire général.

Bien que le livre d'Hendrickson offre une analyse originale, il comporte malgré tout quelques limites. En effet, si Hendrickson base son argumentation sur de nombreuses entrevues qui permettent au lecteur d'avoir une meilleure compréhension des débats qui animent le Conseil de l'Atlantique Nord, il est par contre un peu regrettable qu'il n'ait pas exploité davantage la vaste et très riche littérature qui existe déjà au sujet de l'OTAN. Il est par exemple étonnant que nulle part dans son livre Hendrickson ne fasse référence à l'ouvrage de Joyce P. Kaufman qui, pour le moment, se veut l'une des analyses les plus complètes des interventions de l'OTAN dans les Balkans au cours de la dernière décennie.

Mais surtout, il est difficile de comprendre pourquoi Hendrickson a choisi d'aborder la décision de l'OTAN de fournir des appuis défensifs à la Turquie en février 2003. En effet, cette étude de cas s'intègre mal aux autres puisqu'à cette occasion les débats au sein de l'OTAN ne concernaient pas l'utilisation de la force militaire à proprement parler, mais bien le dé-

ploiement de moyens défensifs destinés à protéger la Turquie dans l'éventualité d'une intervention américaine en Irak. À première vue, il semble qu'une analyse de la prise en charge par l'OTAN de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan en 2003 aurait été plus riche en enseignements et aurait offert un cas davantage comparable aux expériences de l'OTAN dans les Balkans durant les années 1990.

Cette critique ne devrait toutefois pas détourner quiconque du livre d'Hendrickson, qui est le seul chercheur à avoir analysé de manière systématique la fonction de secrétaire général de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide. En ce sens, *Diplomacy and War at NATO* est un ouvrage pionnier qui, bien que comportant certaines faiblesses, apporte une contribution originale et essentielle à nos connaissances sur l'Alliance atlantique.

Jean-François MOREL

Ministère de la Défense nationale, Ottawa

### **Guide du maintien de la paix 2006.**

COULON, Jocelyn (dir.). Montréal, QC, Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité/Athéna éditions, 2005, 296 p.

Cette quatrième édition du *Guide du maintien de la paix* réalisé par le CEPES, ouvrage collectif toujours attendu, est structurée cette fois en quatre grandes parties : un dossier de sept textes faisant le point sur les effets du rapport Brahimi édité en août 2000, l'analyse des événements autour des opérations de paix entre juillet 2004 et juin 2005, la position canadienne à ce sujet en partant de

l'« Énoncé de politique étrangère » du 19 avril 2005 qui détermine à la fois la restructuration des forces armées nationales et le réengagement dans les opérations de paix, et enfin une partie documentaire intégrant la chronologie des événements mondiaux qui se sont déroulés lors des 28 opérations de paix, les statistiques sur le nombre de pays participants et leurs missions, ainsi que les sites internet associés aux différentes contributions (sous la responsabilité de Stéphane Tremblay et Mélanie Pouliot).

Le dossier spécial Brahimi analyse les recommandations et autres données parfois inattendues du rapport onusien. Il s'agit de décrire les différentes propositions du document, les apports originaux autant que les obstacles à sa pleine « autorité » (Jean-Marie Guéhenno) ; la prévention des conflits considérée comme pilier du système onusien malgré les difficultés de mise en œuvre (Lucien Manokou) ; la restructuration du Département des opérations de maintien de la paix et les problèmes inhérents à la coordination des outils (Catherine Délice) ; les besoins d'intervention rapide et les difficultés d'assurer les multiples demandes (Josiane Tercinet) ; la difficile mise en œuvre de l'intégration des activités au sein des missions actuelles (Xavier Zeebroek) ; l'approfondissement des liens avec les organisations régionales et sous-régionales (Madeleine Odzolo Modo) ; l'évolution du concept de « responsabilité de protéger » et l'application de la sécurité collective pour réduire ou atténuer les exactions étatiques ou communautaires (Galia Glume).

Quant aux événements des années de référence, ils concernent le Darfour, Haïti, l'Afghanistan et les multiples opérations en Afrique avec la participation de l'Union africaine. L'expansion des opérations de paix parfaitement décortiquée par Emad Awwad et Béatrice Pouligny concerne au total 120 000 militaires et policiers de 110 pays mais cette survisibilité ne peut dissimuler les insuffisances et dysfonctionnements de l'ONU, les problèmes de communications, la question de la déliquescence des États et celle de l'intervention de l'OTAN en Afghanistan (Marc André Boivin).

Certes, l'ONU reste l'institution la mieux adaptée à la plupart des missions de consolidation de la paix dès lors qu'elle reste le symbole de la légitimité internationale. Mais les Nations Unies souffrent encore et toujours de contraintes provenant des États membres : la volonté d'investissement nationale dans les capacités de maintien de la paix et le degré de participation aux opérations des États membres, dont certains peuvent avoir une lecture différente de la géopolitique de la crise, intérêts nationaux ou stratégiques obligent. Et de mettre en avant la difficulté d'assumer les trois principes qui sous-tendent les opérations de paix de l'ONU : le consentement des parties sur le terrain, l'impartialité et le non-recours à la force sauf en cas de légitime défense.

On perçoit à la lecture de l'ouvrage la complexité d'asseoir les interventions de l'ONU dans un espace coopératif de plus en plus dense alors que le contenu du maintien de la paix impose de devenir de plus en

plus « vigoureux », sécurité humaine oblige. Difficulté que les différents auteurs nous livrent en pâture, qu'il s'agisse de la codification de la doctrine, des règlements administratifs et financiers, des délais d'intervention et de la logistique, de l'importance de la prise en compte du consentement des parties et du respect culturel des populations au sein même d'États affaiblis, des difficultés autour de la disponibilité des contingents, de la réserve et du recrutement du personnel civil, etc.

De toute évidence, l'approche intégrée devient le maître mot, autant que la diplomatie préventive autour de son secrétaire général. Parfaitement structuré, permettant d'approcher à la fois la complexité d'une ONU en devenir autant que la politique canadienne spécifique et pluridimensionnelle sur la sécurité, ce petit annuaire est des plus utiles comme outil d'analyse et comme « mémoire » d'événements souvent peu connus.

André DUMOULIN

*École royale militaire, Bruxelles*

**Femmes et conflits armés.  
Réalités, leçons et avancement  
des politiques.**

RIoux, Jean-Sébastien et Julie GAGNÉ.  
Coll. *Politique étrangère et sécurité*,  
Québec, QC, Les Presses de l'Université  
Laval, 2005, 257 p.

Ouvrage collectif dirigé par deux personnalités qui disposent à la fois de l'expérience académique et du terrain, *Femmes et conflits armés* développe une thématique négligée et incomplète à ce jour. Il s'agit d'examiner la pluridimensionnalité du par-

cours et du rôle du « sexe dit faible » c'est-à-dire des femmes, tour à tour victimes de guerre, militantes de paix, combattantes, citoyennes actives, kamikazes ; femmes souvent occultées par la dominance masculine dans les cercles décisionnels malgré la haute valeur ajoutée qu'elles peuvent en général apporter à la gestion postconflit.

C'est également un ouvrage pluridisciplinaire réunissant onze contributions internationales mais majoritairement canadiennes, membres de la société civile et représentants des organismes gouvernements nationaux et internationaux. Le contenu fut alimenté préalablement par la conférence d'avril 2003 sur le même sujet organisé par la chaire de recherche du Canada en sécurité internationale de l'Institut québécois des hautes études internationales à l'Université Laval.

Le livre est structuré en deux parties et dix chapitres, et enrichi d'une bibliographie consolidée. Une première partie aborde les multiples rôles des femmes dans les conflits armés alors que la deuxième partie traite des femmes dans la consolidation de la paix. Il s'agit toujours au sein de chaque chapitre d'examiner dans le détail, ici une résolution onusienne, là encore une étude de cas, ici les leçons tirées par la Croix-Rouge internationale, là encore les liens entre les rapports sociaux et le genre.

L'ensemble des chapitres aborde en autant de pistes et de vécus particuliers les questions « sexospécifiques » et mettent en évidence les différentes conceptions de la paix et